NTERVIEW

Guadeloupe : un bilan positif de la journée de mobilisation du 26 octobre

jeudi 28 octobre 2010, par DOMOTA Elie, SALLON Hélène (Date de rédaction antérieure : 27 octobre 2010).

Hélène Sallon – Quel bilan faites-vous de la journée de mobilisation du 26 octobre ?

Elie Domota – Un bilan positif, une démonstration de force de 20 000 personnes. Ça a été une démonstration de fierté, d'audace, de responsabilité, d'adhésion et d'appartenance de milliers d'Antillais. Cela, malgré l'intervention du préfet à la télévision et à la radio dans les jours qui ont précédé pour dire que tout allait bien et pour appeler à ne pas participer à la grève. La réponse a été cinglante ! Aujourd'hui, la balle est dans le camp de l'Etat et des collectivités locales.

Quelles sont vos principales revendications et comment les choses ont-elles évolué sur ces points au cours des derniers mois ?

Elles sont nombreuses concernant les protocoles d'accord (Accord Jacques Digo) signés le 4 mars 2009 à l'issue de la grève générale. Concernant l'augmentation de 200 euros nets qui est prévue pour les plus bas salaires, entendus hors primes et accessoires de salaire, l'Etat et les collectivités locales en ont, de façon unilatérale, modifié la base. En conséquence, des milliers de personnes qui dépassent le plafond ne vont pas toucher la part de l'Etat et des collectivités locales. Rien n'a été fait pour l'insertion et la formation des jeunes alors que la Guadeloupe est la championne d'Europe du chômage des jeunes avec plus de 60 %, ni pour les discriminations à l'embauche à l'encontre des Guadeloupéens d'origine africaine.

Une autre de nos revendications concerne l'application du protocole en matière de contrôle des prix et de répartition des aides. Les grandes surfaces ont bénéficié de baisses de taxes et doivent répercuter cela par une baisse des prix. Elles ne l'ont pas fait. L'Etat doit contrôler cela. Par ailleurs, des négociations collectives devaient être lancées dans toutes les branches professionnelles sur les salaires, la formation... rien n'a été fait. Rien n'a été fait non plus pour les personnes âgées et les personnes handicapées. Ni pour imposer une gestion et un prix unique pour l'eau. Ni pour les transports... C'est le blackout total.

La mobilisation contre la réforme des retraites est-elle liée à votre mouvement ? Participerez-vous à la journée de mobilisation du 28 octobre à laquelle ont appelé les syndicats en métropole ?

Dans notre plate-forme, nous avons inclus la question des retraites mais nous n'avons pas voulu en faire une mobilisation spécifique. Cette problématique participe d'un combat global pour le travail, la consommation, le niveau de vie... Nous avons les mêmes revendications que celles des syndicats en France, mais nous ne les traitons pas à part. Nous appelons les centrales syndicales françaises à décréter un mouvement reconductible et durable et à durcir le ton contre le gouvernement Fillon.

Pour l'instant, il a été question de dix journées ponctuelles de mobilisation ; nous aurions été plus favorables à une mobilisation reconduite sur dix jours. Nous n'avons pas prévu de participer à la

mobilisation du 28 octobre. Le moment est venu d'appeler à la grève générale reconductible. Si c'était le cas en France, nous n'aurions aucune difficulté à mobiliser en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Comment entendez-vous poursuivre le mouvement ?

Nous avons arrêté une prochaine date, celle du 14 décembre. Et nous serons également mobilisés le jour de l'anniversaire du LKP, le 5 décembre, avec une série de manifestations. En attendant, nous allons continuer les réunions, les assemblées générales et organiser des actions concrètes sur le terrain, par branches professionnelles. Nous attendons de l'Etat et des collectivités locales qu'ils nous disent ce qu'ils entendent faire pour mettre en œuvre les protocoles d'accord. Si aucun changement d'attitude et d'action n'intervient, nous nous mobiliserons à nouveau.

Nous n'avons jusqu'à présent reçu aucune réponse du préfet de Guadeloupe, ni des présidents des conseils régional et général. Ils ne nous adressent pas la parole et ne répondent pas à nos lettres. Ils nous opposent le mépris le plus total. Cela fait huit mois que nous leur demandons une réunion de la commission de suivi, comme le stipule l'article 165 du protocole, pour faire le point sur les chantiers entrepris et ouvrir les négociations sur les autres points. Depuis novembre 2009, il n'y a eu aucune réunion de la commission et le protocole n'a pas été mis en œuvre. Le préfet affirme le contraire, tout comme les ministres interrogés. C'est un mensonge d'Etat. Ils font en sorte d'oublier qu'ils ont signé un protocole d'accord. Ils n'ont pas envie de reconnaître l'autorité que représente le LKP, car ça voudrait dire qu'ils reconnaissent que la gestion et l'administration de cette colonie, les Guadeloupéens n'en veulent plus.

Seriez-vous donc prêt à réitérer, dès le 14 décembre, un mouvement de l'ampleur qu'a connu la Guadeloupe début 2009 ?

Nous nous préparons dans ce sens-là. Par leur attitude, le préfet, le président du conseil régional et le président du conseil général ne nous laissent qu'une seule alternative : descendre dans les rues. Bien sûr, on va encore nous dire que l'on prend le pays en otage. Pourtant, nous sommes ouverts à la négociation. La balle est dans le camp de ceux qui ont signé avec le LKP.

P.-S.

* Propos recueillis par Hélène Sallon. Paru dans Le Monde, édition du 28 octobre 2010. Mis en ligne le 27.10.10.